


La djihadiste Emilie König parmi les femmes rapatriées mardi des camps syriens

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 4 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

Écouter cet article 

00:00/02:01 



Emilie König, originaire de Bretagne, est partie en Syrie en 2012. *DELIL SOULEIMAN / AFP*

Originaire de Bretagne, cette femme de 37 ans est accusée d'avoir recruté pour l'État islamique et appelé à commettre des attaques en Occident.

Emilie König, l'une des djihadistes françaises les plus connues, fait partie des 16 mères rapatriées mardi 5 juillet en France depuis des camps de prisonniers djihadistes en Syrie, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier.

Cette femme de 37 ans, originaire de Bretagne et partie en Syrie en 2012, est accusée d'avoir recruté pour l'EI et appelé à commettre des attaques en Occident. Elle faisait l'objet d'un mandat d'arrêt et devrait être mise en examen puis incarcérée après son

passage devant des magistrats, a précisé cette source. Elle faisait l'objet d'un mandat d'arrêt et devrait être mise en examen puis incarcérée après son passage devant des magistrats, a précisé la source proche du dossier.

7 femmes placées en garde à vue

Régulièrement apparue dans des vidéos de propagande, elle avait été placée par l'ONU sur sa liste noire des combattants les plus dangereux. Elle est mère de cinq enfants, dont trois nés en Syrie, qui avaient été rapatriés en France début 2021. Dans un entretien à l'AFP en avril 2021, depuis le camp de Roj, elle avait dit vouloir «*retourner en France*».

Trente-cinq mineurs et 16 mères présents dans des camps de prisonniers djihadistes en Syrie depuis la chute de l'organisation Etat islamique (EI) ont été rapatriés mardi, répondant à une demande répétée des ONG et des familles qui disent espérer la fin de la politique «*inhumaine*» du «*cas par cas*». Huit mères ont été placées en garde à vue «*en exécution d'un mandat de recherche*» et «*huit (autres) font l'objet d'un mandat d'arrêt*», a expliqué le parquet national antiterroriste dans un communiqué.

Un mineur de 17 ans et sept femmes ont été placés en garde à vue à la DGSI, a précisé une source proche du dossier. La huitième a été placée en garde à vue à la Section antiterroriste (SAT) de la préfecture de police de Paris Il s'agit du premier rapatriement aussi massif en France d'enfants et de mères depuis la chute en 2019 du «*califat*» de l'EI.

À VOIR AUSSI - Mali: 132 civils tués dans des attaques lancées par des djihadistes présumés